

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Le temps des questions

Plusieurs questions ouvertes permettent de voir la décantation des réactions. **Le stade des émotions a vite cédé la place à des mises en cause et des interrogations.** Deux types de questions apparaissent (qui ne se recoupent que partiellement) :

1. **a-t-on fait ce qu'il fallait depuis janvier ?**
2. **fait-on ce qu'il faut depuis ?**

1. **Les mises en cause spontanées de l'action passée** se déploient dans plusieurs domaines :

a) **nous n'aurions « pas tiré les leçons de janvier » sur les menaces.** Les reproches les plus importants portent sur :

- les réseaux islamistes que nous n'aurions pas démantelés. Les mesures de lutte contre les réseaux radicaux prises depuis janvier n'ont pas été mémorisées. Les fiches S sont devenues un symbole (incompris) de notre « inaction ». Les centaines de perquisitions depuis le 13 novembre confortent ces Français dans l'idée que nous savions « où étaient » les personnes représentant un danger. Sur ce plan-là, il convient au moins de poursuivre la pédagogie.
- la porosité des frontières, se concentrant sur le fait que ces personnes fichées aient pu circuler librement (en Europe et jusqu'en Syrie).
- le fait d'avoir laissé rentrer « n'importe qui » : les réfugiés sont rarement visés en tant que tels, mais la question migratoire en général est réactivée. Certains soulignent qu'ils ne veulent plus prendre le « risque » que des terroristes puissent se glisser parmi les réfugiés.

Il y a en revanche peu de reproches rétroactifs sur les mesures sécuritaires (instauration de l'état d'urgence, assouplissement de la légitime défense, port d'arme hors service etc.) : la critique d'avoir agi trop tard sur ce terrain prend moins.

b) **une mise en cause de notre politique étrangère, beaucoup plus mineur cependant.** Le lien avec les attentats est d'ailleurs fait dans les deux sens : pour certains ce seraient « des représailles » suite à notre action en Syrie ou au Mali ; d'autres (plus minoritaires) y voient le fait que nous n'avons pas été assez durs avec nos ennemis extérieurs. La critique de continuité avec la politique de N. Sarkozy est également présente, tant sur le plan militaire (interventions en Lybie, Syrie) que diplomatique (liens avec des Etats soupçonnés de financer Daesh).

c) **un reproche diffus, mais fort, que l'on aurait « trop laissé faire depuis trop longtemps »**, trop cédé sur nos valeurs, nos règles, trop laissé la société « se déliter sans réagir », se développer « des zones de non-droit », ou encore que l'on aurait « renoncé » à appliquer certaines règles (l'interdiction du voile intégral revient souvent) confortant ceux qui chercheraient à nous attaquer de l'intérieur (« on a passé beaucoup de choses et du coup ils se sentent plus forts »). Ce reproche se retrouve **toutes tendances politiques confondues**, avec des tonalités différentes mais des objets similaires.

2. Fait-on ce qu'il faut depuis ? Deux types de représentations se détachent assez bien :

⇒ **Les électeurs FN et ceux qui leur sont proches** – une partie des sans sympathie partisane et des LR. Ceux-là ont peu d'interrogation : ils voient surtout ces attentats comme la confirmation à la fois de leur représentation de la société et des solutions qu'il faudrait mettre en place.

Ils reconnaissent parfois que nous avons fait des choses utiles (la fermeture des frontières notamment) mais **doutent de la réalité de notre résolution** (« *c'est très bien mais il faut qu'il le tienne* ») et **jugent que ce n'est pas assez** (« *c'est du faux-semblant* » « *ce n'est pas encore assez* »). A leurs yeux, nous ne serons jamais assez radicaux face à ce souverainisme total – y compris identitaire.

⇒ **Les autres (majoritaires) chez qui il y a beaucoup moins d'affirmations et beaucoup plus de questions.** Parmi celles-ci :

a) **des interrogations qui persistent sur l'état de « guerre » dans lequel nous sommes.** Certains l'ont bien compris, d'autres non. Tous ont vu qu'elle a été « *déclarée* » institutionnellement, avec un rituel de guerre (Congrès) qui n'a pas été vu comme métaphorique. Mais il y a des confusions sur :

- la forme de cette « guerre », nouvelle, asymétrique, diffuse, où les objectifs relèvent davantage de la violence ou de la déstabilisation psychologique que de la conquête territoriale. Autant de traits qui ne correspondent pas à l'image traditionnelle de la guerre, et troublent les sondés.
- le lien intérieur / extérieur, qui n'est pas fait par tout le monde : certains ne voient que l'aspect interne de cette guerre. La médiatisation de l'activité diplomatique cette semaine pourrait participer à y remédier, à surveiller cependant (« *depuis Charlie on aurait pu faire quelque chose, mais Hollande voyage trop à droite à gauche au lieu de s'occuper de nous et de ce qui allait se passer* »).
- une incompréhension de « l'ennemi ». Ses contours n'étant pas précisés, on retrouve toute la gamme, de « *l'Islam* » en général à « *des jeunes qui ont subi un lavage de cerveau* », des « *sectes* ».

Il serait utile d'expliquer davantage ce qui pousse ces jeunes (dont on a bien compris qu'ils sont nés en France) à se radicaliser : le processus terroriste, le fait que des « *gamins de chez nous* » puissent tuer leurs compatriotes en se tuant eux-mêmes (et au nom de quoi : « *comment peut-on faire des choses pareilles au nom d'une religion ?* ») suscite des questions nombreuses.

S'il s'avère que les Français se sentent bien « **en guerre** » (perception qui pourrait évoluer), **laisser flotter ces interprétations pourrait être dommageable** : le risque est qu'ils vivent dans un sentiment de peur en ne sachant ni comment résister, ni combien de temps cela va durer, ni quels sont nos « objectifs », avec un effet à terme délétère.

- Enfin parmi les **refus de se sentir en guerre** s'expriment : (i) une volonté de minorer ou de ne « pas trop dramatiser » (« *on est quand même libre, on n'est pas occupé ou bombardé* » / « *Si on était en guerre on ressortirait les grands sacs de sable derrière lesquels on se cacherait...* ») ; (ii) l'idée que le terrorisme « a toujours existé et existera toujours », ou des attentats vus comme des attaques « *ponctuelles* » ; (iii) certains dans les zones rurales pensent que ça ne les touche pas (« *dans mon village il ne se passe rien* »).

Beaucoup de ces personnes semblent néanmoins prêtes à se retourner : « *la guerre c'est l'étape d'au-dessus* », « *un ensemble de bataille* », « *ce serait la guerre si ça durait dans le temps* ».

b) **les conséquences à l'intérieur de notre société.**

- Il y a beaucoup de craintes que cet état de guerre n'attise les tensions, plonge le pays dans le chaos, ne dégénère en « guerre civile » (« *On ne sait pas à qui déclarer la guerre, les djihadistes qui agissent contre l'Etat sont des Français, on ne peut pas agir contre soi-même* ») ou en « guerre de religions » (« *on n'est pas en guerre contre une religion mais contre des terroristes* »).

- On ne comprend pas non plus comment une partie de la jeunesse de notre pays peut être à ce point dans la désespérance et l'errance, le manque de sens, les vies vides (« *Je ne comprends pas comment des gens qui sont nés en France en arrivent à mettre des ceintures explosives en allant dans des endroits heureux où les gens s'amuse*nt » / « *Je suis halluciné qu'on puisse avoir 20 ans et ne trouver rien de mieux à faire de sa vie que de tuer tout le monde, et se tuer après* »).

C'est sans doute un des aspects de ce conflit sur lesquels les français se sentent le moins bien informés. Or, ne pas connaître son ennemi décuple l'angoisse. Sont-ils fous, comme des tueurs de masse ? Peuvent-ils surgir n'importe où, dans n'importe quelle famille ? Et pourquoi ne sommes-nous pas capables de le détecter avant qu'ils ne dégénèrent ?

- D'autres questions surgissent : quelle est notre part de responsabilité, celle des parents, des institutions ? C'est souvent, par ce biais, que réapparaissent les questions sociales, sur lesquelles l'absence de discours fait pour l'instant l'objet de peu de critiques, mais revient cependant un peu (faiblement) ces derniers jours.

Les plus explicites nous demandent ce que nous comptons faire pour « *prévenir* » la radicalisation, donc quelle est-elle ; pour agir « *à la source* » afin d'éviter ces dérives terroristes ; et pour cibler les radicalisés là où ils se trouvent sans « *se battre contre soi-même* » (guerre civile ou guerre de religions).

- c) par-dessus les conséquences collectives (« *pourra-t-on continuer à vivre sans se taper dessus ?* ») **émergent des inquiétudes « pour soi »** (« *pourra-t-on continuer à vivre normalement ?* »).

Ces Français expriment des interrogations plus personnelles pour l'avenir : ils disent vouloir « *continuer à sortir et profiter de la vie* », ne pas remettre en cause précisément ce que les terroristes ont attaqué : « *pouvoir faire la fête et s'amuser* », garder une certaine « insouciance ». Ils ne veulent pas que soit remise en cause leur dernière bulle de réconfort dans un monde si dur (où trouver un travail et gagner sa vie est déjà si difficile) : sinon, que resterait-il de bien dans cette vie ?

Dans un registre proche, certains s'interrogent sur la possibilité de continuer à croire en une tolérance (« *on ne sait pas si on peut la traverser cette haine* »). D'autres sont plus sombres : « *Je ne veux pas croire à une guerre, j'espère que ça n'arrivera pas parce que j'ai envie de préserver mes enfants* ».

Il y sans doute une forme de remise en perspective à faire (ou de responsabilisation), pour montrer que ce mode de vie, cette liberté, cette insouciance possible, est aussi quelque chose qui se défend.

- d) enfin **la question de l'Islam et de sa place dans notre société revient par différents bouts**, dont le plus fort, dans toutes les sensibilités politiques, est une demande de « *clarifier* » (sinon de « *faire le ménage* ») en écartant les imams radicaux, fermant des mosquées etc. L'immense majorité de ces Français ne remet pas en cause le culte, et se méfient même expressément des « *amalgames* », mais attendent davantage de fermeté contre ce qu'ils estiment être des dérives qui minent la confiance.

S'il s'agit d'un domaine sur lequel ils nous reprochent d'avoir trop tardé à agir, beaucoup ont le sentiment que nous nous sommes « réveillés ». Mais circulent déjà des exemples (l'imam de Brest) présentés comme la marque de notre impuissance ou de notre manque de volonté réelle. La déception pourrait être à la hauteur des attentes soulevées (ou imputées).

Aucune de ces représentations (sauf peut-être la fragilité de l'insouciance) **n'est nouvelle**. Ces attentats semblent finalement, comme en janvier, avoir approfondi les fractures existantes et accéléré les tendances.

Il nous faudra donner le sentiment de nous attaquer aux nombreuses causes de ces fractures, même si la réalité du lien avec les attaques est lointaine. Les Français **s'attendent presque unanimement à de nouveaux attentats** (seuls 7% les jugent « *peu probable* »). Il n'y aura donc pas d'effet de surprise : ce sera sur les attentes soulevées aujourd'hui (ou les perceptions que nous aurons réussi à recadrer) que nous serons jugés.